

# NIGER



## Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 1 267 000 km<sup>2</sup>

Population : 24,2 millions d'habitants

Densité : 19,1 habitants/km<sup>2</sup>

Taux de croissance démographique : 3,8 %

Part de la population urbaine : 16,6 %

## Économie

Notation de la dette souveraine (Moody's, 2021) : B3

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2020 : 189<sup>e</sup>/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2020) : 3,4

Taux de change effectif réel (moyenne 2016-2020, base 100 en 2010) : 91,2 (95,4 pour l'UEMOA)

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu

Risque de surendettement: modéré

PIB par habitant (2020) : 565,1 dollars

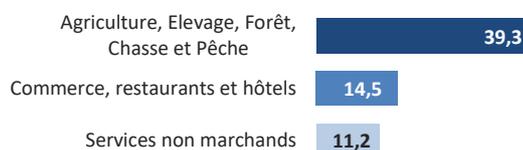
Taux de croissance (2020) : 1,2 %

Inflation (2020) : 2,9 %

PIB (2020) : 7 938,0 milliards de francs CFA

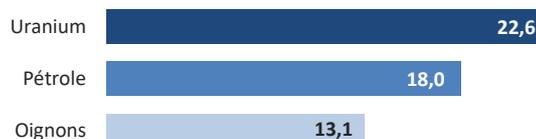
### Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2016-2020)



### Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2016-2020)



## Développement humain et infrastructures



**62,4 ans**

Espérance de vie



**44,5 %**

Population sous le seuil de pauvreté



**46,9 %**

Accès à l'eau potable



**8,0 %**

Mortalité infantile



**34,3**

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



**18,8 %**

Accès à l'électricité



**47,1 %**

Malnutrition infantile



**35,0 %**

Alphabétisation des adultes



**40,6**

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



**11/191**

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



**15,5 %**

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



**60,8 %**

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

## AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

*Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).*

*Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2020 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).*

*Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).*

*Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.*



## Faits saillants

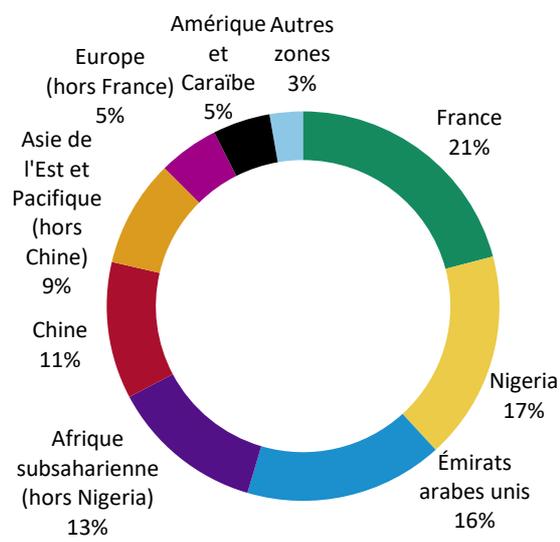
- **La crise de la Covid-19 a affecté la bonne dynamique de croissance économique du Niger.** La croissance a ralenti à 1,2 % du PIB en 2020, alors que l'inflation s'est nettement accélérée (+ 2,9 % en moyenne annuelle) et que les déficits budgétaire et extérieur se sont creusés. Le redressement de la croissance est attendu en 2021, mais la crise a mis en exergue le besoin de réformes structurelles en matière de gouvernance, d'amélioration de l'environnement des affaires, d'expansion du secteur financier et d'inclusion financière. La fin du chantier de l'oléoduc Niger-Bénin est retardée à 2023, décalant la promesse d'exportations et de croissance additionnelles. Outre les effets négatifs cumulés de la pandémie et des aléas climatiques, le pays doit prendre en compte la problématique de la sécurité régionale.
- **La pandémie a mis en lumière la forte vulnérabilité d'un pays parmi les plus pauvres du monde,** pour lequel les indicateurs de développement humain sont très faibles, face à une croissance démographique élevée. Le PIB par habitant aurait régressé de 0,3 % en 2020 selon la Banque mondiale. L'insécurité alimentaire, récurrente au Niger, s'est encore accentuée en raison de la crise sanitaire mondiale (1,9 million de personnes en situation d'insécurité alimentaire au début du second semestre 2021, d'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture – FAO).
- **Les autorités nigériennes ont obtenu, en décembre 2021, un nouvel accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) du FMI,** d'un montant de 197,4 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), soit 275,8 millions de dollars ou 150 % de la quote-part. Le programme de réformes attendant vise à promouvoir une croissance à la fois plus élevée et plus inclusive, capable de faire face aux urgences de développement et de sécurité.
- **Les secteurs agricole et pétrolier constituent les enjeux majeurs de développement économique.** Pour le premier, le prolongement de l'Initiative 3N (« Les Nigériens nourrissent les Nigériens ») en faveur d'une plus forte productivité vise à circonscrire l'insécurité alimentaire, et, pour le second, l'achèvement de la construction de l'oléoduc reliant les champs pétrolifères d'Agadem (Sud-Est nigérien) au port de Sèmè-Kpodji (Bénin) permettrait de porter la production à plus de 100 000 tonnes dès 2024.
- **La cour constitutionnelle a confirmé l'élection de Mohammed Bazoum comme président du Niger,** avec 55,6 % des suffrages après une élection à deux tours (27 décembre 2020 et 21 février 2021). Cette élection marque une transition démocratique depuis l'indépendance, le président sortant Mahamadou Ioussoufou ne s'étant pas représenté après deux mandats, conformément à la constitution.

## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

**Au-delà de la forte contrainte que constitue la situation sécuritaire régionale, l'économie du Niger reste très dépendante de facteurs exogènes** (conditions climatiques, conséquences de la pandémie, cours des matières premières) du fait l'étroitesse de sa structure productive, comme la plupart des pays de la zone UEMOA.

**Le secteur agricole, peu moderne, qui représente 37,2 % du PIB sur la période 2016-2020 et emploie près de 80 % de la population, connaît de fréquents épisodes de sécheresse et d'inondation.** Le secteur ne parvient pas à assurer la sécurité alimentaire du pays et la FAO comptait 1,9 million de Nigériens en situation d'insuffisance alimentaire en juillet 2021. Le pays est

Destinations des exportations du Niger (2015-2019)  
(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

engagé dans un plan de développement des infrastructures agricoles (l'Initiative 3N<sup>1</sup>) qui vise à augmenter la productivité du secteur dans un contexte de très forte croissance démographique (+ 3,8 % en 2020).

**L'économie nigérienne repose par ailleurs sur l'importante activité extractive du pays, riche en uranium et en pétrole, ce qui rend la croissance dépendante des cours mondiaux de ces matières premières.** Le secteur de l'uranium (avec la mine d'Imouraren, une des plus importantes du monde), qui a représenté 33 % des exportations sur les dix dernières années, est confronté à un déclin tendanciel (23 % du total des exportations en 2020, contre 53 % en 2011) depuis la baisse des cours déclenchée par la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011. Pour le secteur pétrolier, dont le Niger est producteur depuis 2011, les exportations ont également chuté en 2020, de 38 %, reflétant la baisse des cours mondiaux. Les résultats du secteur en 2022 seront fortement influencés par la hausse des cours enregistrée dans le sillage de la guerre en Ukraine. En outre, la mise en service, probablement en 2023, de l'oléoduc entre le champ d'Agadem et le Bénin devrait se traduire par une forte accélération de la croissance économique, qui pourrait atteindre 10,4 % en 2023 et 11,4 % en 2024 selon les estimations du FMI.

**Dans son ensemble le secteur secondaire est peu développé** (22 % du PIB en moyenne sur la période 2015-2019, 20,1 % en 2020) et dominé par les industries extractives (7,4 % du PIB en 2020). Le secteur tertiaire représente environ 30 % du PIB, grâce notamment au dynamisme des activités commerciales.

**La vulnérabilité du pays, parmi les moins avancés du monde, a amplifié l'impact socio-économique de la crise de la Covid 19.** Selon le FMI<sup>2</sup>, la croissance démographique est élevée, restreignant alors le PIB par habitant, qui demeure inférieur à son niveau de 1980. Les défis en matière de pauvreté (44,5 % de la population

### Principales productions agricoles du Niger

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XOF) par kilogramme)

	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Mil et sorgho	5 955,3	5 165,3	5 455,8
Riz Paddy	115,6	119,5	124,4
Arachide	557,4	575,8	600,0
Haricot et niébé	2 372,5	2 380,1	2 379,1

### Production et exportation d'uranium

(en milliers de tonnes)

	2018	2019	2020
Production	2 910,8	2 981,4	2 991,7
Exportation	2 879,4	2 923,0	2 904,4

### Production de pétrole

(en milliers de tonnes)

	2018	2019	2020
Production	6 065,0	6 522,0	nd

Sources : BCEAO et administrations nationales.

sous le seuil de pauvreté en 2020), de santé (retard de croissance chez 44 % des enfants de moins de 5 ans) et d'éducation (durée moyenne de scolarisation de 2 ans<sup>3</sup>) reflètent un développement humain particulièrement faible (dernière place au classement IDH, sur 189 pays). La prépondérance du secteur informel (qui représenterait 60 à 90 % du PIB selon le FMI) débouche sur une offre d'emploi réduite et de faible qualité, catalysant les tensions sociales.

En l'absence de mécanismes redistributifs suffisants, la crise sanitaire a poussé 685 000 individus supplémentaires dans l'extrême pauvreté<sup>4</sup>. La vulnérabilité socio-économique du pays appelle des progrès de gouvernance et d'efficacité de l'investissement public, et plus généralement de dépense budgétaire à caractère inclusif.

**Particulièrement manifeste au Sahel, le changement climatique, en accentuant la pression sur les ressources en eau et en terres arables, limite le potentiel de production du secteur agricole.** Le développement d'infrastructures durables (accès à l'eau pour les cultures, barrières contre les inondations) est nécessaire pour maintenir et augmenter la productivité agricole face aux catastrophes naturelles liées à l'amplitude

<sup>1</sup> <http://www.initiative3n.ne/>

<sup>2</sup> FM (2021), Niger – Request for a Three-Year Arrangement under the Extended Credit Facility, novembre.

<sup>3</sup> Agence française de développement (2020), Atlas de l'Afrique AFD, août.

<sup>4</sup> République du Niger – Ministère du Plan (2021), Troisième rapport national volontaire sur les objectifs de développement durable, mai.

croissante des régimes de pluie (inondations et sécheresses), et pour limiter les tensions entre communautés rurales suscitées par la raréfaction des ressources hydriques.

## CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

**En 2020, selon la BCEAO <sup>5</sup>, la croissance du Niger a fortement ralenti, passant de 5,9 % en 2019 à 1,2 %** (contre 1,5 % dans l'UEMOA) <sup>6</sup>. La baisse des prix du pétrole (19,5 % du total des exportations en 2019, 13,8 % en 2020), les mesures d'endiguement des effets de la pandémie prises par les pays voisins (notamment la fermeture des frontières) et le retard occasionné aux projets de développement (notamment l'oléoduc vers le Bénin, dont l'achèvement est repoussé à 2023) ont constitué les principaux points de diffusion de la crise de la Covid-19.

**Les perspectives pour 2021 et le moyen terme tendent vers une accélération de la croissance.** Avec la reprise mondiale, l'économie se redresserait nettement, à hauteur de + 6,9 %. À plus long terme, la poursuite des grands projets, la relance du secteur agricole dans le cadre de l'Initiative 3N et la réouverture de la frontière avec le Nigeria devraient conforter le rythme de la croissance et se traduire par une augmentation des échanges commerciaux. La réalisation des grands projets entraînera toutefois une hausse des importations et une détérioration de la position extérieure, mais cette dernière devrait progressivement se résorber à partir de 2023 avec l'accroissement des exportations de pétrole. Le crédit privé devrait mieux contribuer au financement de l'activité grâce aux mesures visant à améliorer l'accès au financement bancaire : déploiement des services bancaires mobiles, restructuration de la Banque agricole du Niger, mise en place opérationnelle du Fonds de développement de l'inclusion financière (FDIF) créé en 2020.

**L'inflation a augmenté à 2,9 % en 2020, traduisant des difficultés d'approvisionnement** en denrées alimentaires. La hausse des prix devrait rester sous la norme communautaire de 3 % en 2021.

## Activité économique et inflation au Niger

(en %)

	2018	2019	2020	2021
<b>Variation annuelle du PIB</b>	7,1	5,9	1,2	6,9
<b>Inflation</b> (en moyenne annuelle)	2,8	- 2,5	2,9	2,9

Note : Prévisions pour 2021.

Source : BCEAO.

**Les équilibres extérieurs se sont fragilisés en 2020, le déficit courant se creusant jusqu'à représenter 13,8 % du PIB**, et probablement 15,6 % en 2021. Cette dégradation reflète la baisse des exportations (- 12,9 %) face au maintien des importations. Les transferts de migrants se sont avérés résilients, avec une progression de 1,4 %. Les flux d'investissement entrants (investissements directs étrangers [IDE] et investissements de portefeuille) ont par contre diminué (- 32,5 %), par suite de la désorganisation mondiale des chaînes de production et d'approvisionnement due à la crise sanitaire, laquelle a également freiné les réformes en matière d'accès au marché. Les IDE au Niger sont concentrés sur le secteur de l'extraction des matières premières (uranium, pétrole).

**Grevée par les dépenses sécuritaires pour contrer la menace terroriste (plus de 16 % du budget de l'État), l'exécution budgétaire s'est en outre détériorée sous l'effet de la pandémie.** La diminution de la production nationale a entraîné la baisse des recettes fiscales, laquelle, combinée aux dépenses d'atténuation des effets de la crise, a porté le déficit (dons inclus) à 5,3 % du PIB en 2020 (3,5 % en 2019). Selon les prévisions du FMI, le déficit budgétaire devrait se situer au plus bas à 6,6 % du PIB en 2021, pour ensuite commencer à se rétablir. Le plan de relance adopté en 2020, et prolongé en 2021, inclut une réponse sanitaire (distribution de nourriture, plafonds de prix sur les produits alimentaires essentiels sur trois mois, services publics gratuits pendant deux mois) et une action de plus long terme (exemption de taxes pour les secteurs les plus touchés, garanties de prêts au secteur privé). Le plan de relance a contribué en 2020 à une hausse des dépenses publiques de 8,4 %, partiellement financée par les dons internationaux (+ 4,3 %).

<sup>5</sup> Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (2021), Rapport annuel, mai.

<sup>6</sup> Cf. FMI (2021), Perspectives économiques régionales – Afrique subsaharienne, octobre. Le FMI a révisé pour le Niger son estimation de croissance en 2020, retenant un taux plus élevé de 3,6 %.

**Le FMI a approuvé en faveur du Niger, en décembre 2021, un nouvel accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit (FEC),** d'un montant de 197,4 millions de DTS (275,8 millions de dollars). Ce programme d'appui aux réformes repose sur l'hypothèse que les revenus pétroliers permettront d'accroître les recettes budgétaires à moyen terme et préconise l'élargissement de l'assiette fiscale ainsi que le renforcement de l'efficacité de l'administration fiscale et douanière. La réforme de la dépense est axée sur l'amélioration de la qualité des dépenses publiques afin de garantir une fourniture plus inclusive des biens et services publics. Au total, la modernisation de l'administration fiscale et les nouveaux mécanismes destinés à favoriser l'intermédiation financière devraient soutenir la croissance du secteur privé et réduire la part du secteur informel. Le pays a par ailleurs bénéficié, en avril 2020, d'une aide exceptionnelle du FMI au titre de la facilité de crédit rapide (FCR), pour un montant de 83,66 millions de DTS, soit 0,9 % du PIB (114,5 millions de dollars), afin de limiter les déséquilibres extérieur et budgétaire engendrés par la crise.

La participation du pays à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20 permet également de réduire les tensions de trésorerie liées à la crise, grâce au report des échéances dues aux créanciers publics bilatéraux. Les banques multilatérales de développement (principalement l'Association internationale de développement [IDA] et la Banque africaine de développement [BAFD]) accompagnent par ailleurs les grands projets de développement des infrastructures de base dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie.

**L'évolution de la dette publique (44,2 % du PIB en 2020) comporte un risque de surendettement toujours considéré comme modéré, selon l'analyse de soutenabilité de la dette du FMI qui tient compte de la hausse escomptée des revenus sur les exportations de pétrole.** Les financements concessionnels et l'ISSD dont a bénéficié le pays, ainsi que le rebond attendu de la croissance en 2021, devraient contribuer à limiter les difficultés de trésorerie à court terme. Toutefois, à moyen et long terme, une gestion active de la dette et le renforcement d'un secteur privé, meilleur contributeur fiscal, paraissent indispensables.

**La crise a peu touché le secteur bancaire en 2020, mais celui-ci demeure vulnérable à des risques de détérioration de l'activité.** Les banques sont bien capitalisées, avec un ratio de couverture des risques de 15,6 %

(même s'il a diminué par rapport à 2019) supérieur à la moyenne de l'UEMOA (12,4 %). La hausse apparente de la rentabilité (+ 0,6 point de pourcentage, à 10,0 %) s'accompagne d'une diminution du taux brut de créances en souffrance (- 3,5 pp, à 12,2 %). En réalité, cette évolution découle en partie d'une mesure mise en place par la BCEAO, permettant aux institutions financières de reporter l'échéance de remboursement de prêts à des entreprises affectées par la crise Covid-19, sans que ces prêts ne soient classifiés comme « en souffrance ». Le secteur se caractérise par une forte concentration des crédits et un rôle insuffisant d'intermédiaire financier, en particulier vis-à-vis du secteur agricole. Des projets sont mis en œuvre pour développer les services financiers mobiles, soutenus notamment par le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU – UNCDF en anglais).

**L'inclusion financière demeure insuffisante.** Le taux global d'utilisation des services financiers figure parmi les plus faibles de l'UEMOA en raison d'un taux de bancarisation insuffisant (6,8 %), d'une offre médiocre en microfinance, d'une pénétration encore timide des services financiers de téléphonie mobile. Le cadre qui régit les activités de paiement bancaire et mobile est instauré, mais il reste à diffuser les nouvelles options, à améliorer l'interconnexion et à combler les déficits en infrastructures. La nouvelle stratégie nationale de finance inclusive sera accompagnée de l'entrée en fonction du Fonds de développement de l'inclusion financière (FDIF) créé en 2020.

## ENJEUX ET DÉFIS

**L'enjeu prioritaire concerne la stabilité socio-politique et sécuritaire du pays.** Les dépenses de sécurité s'imposent pour préserver la stabilité et l'intégrité territoriale, et permettre la consolidation de la transition démocratique. Le Niger est un vaste territoire, où la présence de l'administration, parfois insuffisante dans certaines régions fragilisées, doit être renforcée. L'instabilité sécuritaire touche à la fois l'est, le sud et l'ouest du pays (Sahel, région du lac Tchad, frontières avec la Libye, le Mali et le Nigeria) sous la forme d'attaques terroristes de diverses mouvances (Boko Haram, État islamique au Grand Sahara notamment). Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), le Niger comptait, fin 2021, 580 838 personnes en situation préoccupante, avec 48 % de déplacés internes au pays et 43 % de réfugiés (en provenance du Mali et du Nigeria essentiellement).

**Le relèvement du très faible niveau des indicateurs de développement rend urgent le renforcement du secteur privé comme source d'emploi.** Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Niger se classe au 189<sup>e</sup> et dernier rang mondial pour l'indice de développement humain (IDH). La réduction de la pauvreté par l'emploi nécessite que soient mises en place les conditions du développement d'un secteur privé plus robuste. Des initiatives ont cours pour faciliter l'accès des PME au crédit du fonds national d'appui aux petites et moyennes entreprises et moyennes industries (Fonap, créé en mai 2021) et pour favoriser leur intégration dans les secteurs minier et pétrolier, en expansion. Au rang des obstacles signalés par les entrepreneurs figure le degré élevé d'informalité de l'économie, introduisant une concurrence déloyale avec le secteur formel. Le gouvernement a promis des incitations à la formalisation des entreprises et de l'emploi. De meilleures infrastructures de base, telles que pour la fourniture d'une électricité plus abondante (le taux d'accès moyen à l'électricité est de 18,8 % en 2020) et l'amélioration de la qualité du capital humain (qui suppose un accès généralisé à l'école et à la santé) demeurent des attentes majeures du secteur privé nigérien. La population nigérienne est vulnérable, avec une insécurité alimentaire massive qui touche 1,9 million de personnes (FAO, juillet 2021). Cette insécurité a pour origine directe les catastrophes climatiques (inondations et sécheresses) affectant une agriculture de subsistance pour l'essentiel, et se trouve aggravée par les incursions terroristes qui acculent les petits agriculteurs à l'abandon de leur activité productive.

**La diversification économique en cours, en faveur des secteurs extractifs et miniers (pétrole, uranium, or), répond à un enjeu essentiel de développement.** Le renforcement de l'activité extractive et minière devrait permettre de réduire les déséquilibres extérieur et budgétaire. Le gouvernement a annoncé vouloir mettre en place un cadre institutionnel conforme aux meilleures pratiques internationales et adapté aux capacités du pays, pour assurer une gestion efficace et transparente des revenus pétroliers. L'objectif est de consacrer massivement les nouvelles ressources additionnelles aux politiques de résorption des déficits sociaux. À titre d'illustration, la mise en service de l'oléoduc Niger-Bénin pour l'exportation de pétrole brut, prévue en 2023, augmentera considérablement la contribution du secteur pétrolier à l'économie du pays. De source gouvernementale, le secteur devrait représenter à partir de 2023 près de 25 % du PIB et 45 % des

recettes fiscales, 68 % des exportations et de 8 à 12 % des emplois formels.

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

**Le prolongement en 2021 de l'Initiative 3N, qui prend en compte la question de la vulnérabilité de l'agriculture nigérienne au climat,** permet de poursuivre l'objectif d'amélioration de la gestion de l'eau et, plus globalement, d'appui aux investissements nécessaires au développement d'un secteur agricole durable. Cette mise à niveau s'inscrit dans le cadre du Plan de développement économique et social (PDES) 2017-2021, qui constitue le cadre de référence pour les objectifs de développement du gouvernement. Le PDES 2022-2026, en cours d'élaboration, actualisera les objectifs gouvernementaux en tenant compte à la fois des conséquences à terme de la crise sanitaire mondiale et des attentes en matière d'accélération des réformes.

**Le projet d'expansion de l'accès à l'électricité au Niger bénéficie de l'appui de l'IDA** pour un montant de 317,5 millions de dollars approuvé en décembre 2021. L'objectif est de développer l'électrification du réseau, les mini-réseaux alimentés par des panneaux solaires photovoltaïques, l'électrification solaire hors réseau des institutions publiques et des ménages, et la cuisson propre. Ce projet permettra à environ 2,5 millions de personnes d'accéder à l'électricité, à 550 000 familles d'utiliser des installations de cuisson respectueuses de l'environnement, tandis que 4 000 institutions publiques seront électrifiées d'ici 2027. Ce financement s'inscrit dans un programme décennal avec un financement total estimé à 800 millions de dollars.

**L'achèvement du projet d'oléoduc de 2000 km qui relie le bassin pétrolier d'Agadem au port de Sèmè sur la côte béninoise devrait considérablement augmenter la production et les exportations de pétrole du Niger,** passant de 20 000 à près de 100 000 barils par jour une fois la construction achevée en 2023. Afin d'augmenter sensiblement la contribution du secteur pétrolier au budget et de mieux contrôler le processus de production et de transport, le gouvernement a pris une participation de 15 % dans la société d'exploitation des oléoducs, WAPCo (West African Gas Pipeline Company), filiale de la China National Petroleum Corporation (CNPC) qui construit l'oléoduc.

**En matière d'infrastructure financière et de promotion des marchés des capitaux,** la Banque africaine de

développement a annoncé en décembre 2021 accompagner le pays en vue d'une mobilisation plus efficace de l'épargne institutionnelle et d'un refinancement hypothécaire des logements sociaux. Les fonds mobilisés sont confiés à la Caisse des dépôts et consignations du Niger (créée en 2018).

## ANNEXE

## Niger – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2017	2018	2019	2020
<b>Ressources</b>	<b>8 200,5</b>	<b>9 009,7</b>	<b>9 599,6</b>	<b>9 977,5</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>6 494,7</b>	<b>7 138,6</b>	<b>7 610,4</b>	<b>7 938,0</b>
<b>Importations de biens et services</b>	<b>1 705,8</b>	<b>1 871,0</b>	<b>1 989,2</b>	<b>2 039,6</b>
<b>Emplois</b>	<b>8 200,5</b>	<b>9 009,7</b>	<b>9 599,6</b>	<b>9 977,5</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>5 679,1</b>	<b>6 142,3</b>	<b>6 470,7</b>	<b>6 870,1</b>
Publique	1 004,2	1 082,0	1 182,3	1 404,8
Privée	4 674,9	5 060,2	5 288,4	5 465,3
<b>Formation brute de capital fixe <sup>a)</sup></b>	<b>1 689,6</b>	<b>2 062,0</b>	<b>2 316,4</b>	<b>2 402,6</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>831,8</b>	<b>805,4</b>	<b>812,5</b>	<b>704,9</b>
Épargne intérieure brute	815,6	996,4	1 139,7	1 067,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 874,0	- 1 065,7	- 1 176,7	- 1 334,7
<b>Taux d'investissement (en % du PIB)</b>	<b>26,0</b>	<b>28,9</b>	<b>30,4</b>	<b>30,3</b>
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	5,0	7,1	5,9	1,2
Déflateur du PIB	0,4	2,6	0,7	3,1
Prix à la consommation, en moyenne	0,1	2,8	- 2,5	2,9

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

## Niger – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
<b>Recettes et dons</b>	<b>1 023,0</b>	<b>1 291,2</b>	<b>1 362,5</b>	<b>1 388,4</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>680,8</b>	<b>862,3</b>	<b>848,5</b>	<b>852,4</b>
Recettes fiscales	619,9	787,6	783,7	760,1
Recettes non fiscales	48,6	66,8	50,9	74,1
Autres recettes non classées	12,3	7,9	13,9	18,2
<b>Dons</b>	<b>342,2</b>	<b>428,9</b>	<b>514,0</b>	<b>536,0</b>
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>1 263,5</b>	<b>1 505,4</b>	<b>1 631,8</b>	<b>1 810,5</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>1 263,5</b>	<b>1 505,4</b>	<b>1 631,8</b>	<b>1 769,4</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>639,2</b>	<b>688,0</b>	<b>691,4</b>	<b>780,8</b>
Traitements et salaires	269,7	273,5	282,3	297,6
Autres dépenses courantes	319,6	346,9	334,4	399,3
Intérêts	49,9	67,6	74,7	82,7
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>33,5</i>	<i>46,4</i>	<i>52,5</i>	<i>54,3</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>16,4</i>	<i>21,2</i>	<i>22,2</i>	<i>28,4</i>
<b>Dépenses en capital</b>	<b>600,1</b>	<b>798,3</b>	<b>908,4</b>	<b>956,2</b>
Sur ressources intérieures	249,6	359,8	392,6	398,5
Sur ressources extérieures	350,5	438,5	515,8	557,7
<b>Dépenses des fonds spéciaux</b>	<b>24,2</b>	<b>19,1</b>	<b>32,0</b>	<b>32,4</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>41,1</b>
<b>Solde global base engagements (hors dons)</b>	<b>- 582,7</b>	<b>- 643,1</b>	<b>- 783,3</b>	<b>- 958,2</b>
<b>Solde global base engagements (dons compris) <sup>a)</sup></b>	<b>- 240,5</b>	<b>- 214,2</b>	<b>- 269,3</b>	<b>- 422,2</b>
<b>Solde primaire de base <sup>b)</sup></b>	<b>- 158,1</b>	<b>- 117,9</b>	<b>- 160,8</b>	<b>- 244,2</b>
<b>Ajustement base caisse</b>	<b>- 53,7</b>	<b>- 54,3</b>	<b>- 2,9</b>	<b>23,0</b>
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	- 53,7	- 54,3	- 2,9	23,0
<b>Solde global base caisse (hors dons) <sup>c)</sup></b>	<b>- 636,4</b>	<b>- 697,4</b>	<b>- 786,2</b>	<b>- 935,2</b>
<b>Solde global base caisse (dons compris) <sup>c)</sup></b>	<b>- 294,2</b>	<b>- 268,5</b>	<b>- 272,2</b>	<b>- 399,2</b>
<b>Financement</b>	<b>294,2</b>	<b>268,5</b>	<b>272,2</b>	<b>399,2</b>
<b>Financement intérieur net</b>	<b>132,9</b>	<b>86,5</b>	<b>3,3</b>	<b>13,2</b>
Bancaire	107,7	43,1	- 148,5	90,9
Non bancaire	25,2	43,4	151,8	- 77,7
<b>Financement extérieur net</b>	<b>161,3</b>	<b>182,0</b>	<b>268,9</b>	<b>386,0</b>
<b>Ajustement statistique</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Dette publique</b>	<b>2 248,4</b>	<b>2 523,4</b>	<b>2 978,2</b>	<b>3 510,4</b>
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	10,5	12,1	11,1	10,7
Dépenses courantes	9,8	9,6	9,1	9,8
Solde global base engagements (dons compris) <sup>a)</sup>	- 3,7	- 3,0	- 3,5	- 5,3
Dette publique	34,6	35,3	39,1	44,2

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

## Niger – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
<b>a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)</b>	<b>- 740,0</b>	<b>- 902,6</b>	<b>- 921,3</b>	<b>- 1 098,0</b>
<b>1 - Biens et services</b>	<b>- 874,0</b>	<b>- 1 065,7</b>	<b>- 1 176,7</b>	<b>- 1 334,7</b>
<b>Balance des biens</b>	<b>- 434,2</b>	<b>- 599,5</b>	<b>- 703,2</b>	<b>- 794,4</b>
Exportations de biens FOB	701,8	668,2	659,7	574,3
<i>dont : uranium</i>	169,6	117,2	128,5	134,4
<i>oignons</i>	78,1	86,4	93,0	90,2
<i>pétrole</i>	151,4	129,3	128,4	79,5
<i>élevage</i>	65,4	71,6	69,8	61,8
Importations de biens FOB	- 1 136,0	- 1 267,7	- 1 362,9	- 1 368,8
Importations de biens CAF	- 1 431,6	- 1 597,6	- 1 717,6	- 1 726,1
<i>dont : biens d'équipement</i>	- 370,4	- 456,1	- 547,2	- 537,3
<i>produits alimentaires</i>	- 331,3	- 397,6	- 419,1	- 455,2
<i>produits pétroliers</i>	- 93,3	- 73,9	- 81,3	- 63,2
<b>Balance des services</b>	<b>- 439,9</b>	<b>- 466,2</b>	<b>- 473,6</b>	<b>- 540,3</b>
<i>dont fret et assurances</i>	- 295,6	- 329,9	- 354,7	- 357,3
<b>2 - Revenus primaires</b>	<b>- 105,5</b>	<b>- 107,1</b>	<b>- 113,0</b>	<b>- 122,6</b>
<i>dont intérêts sur la dette</i>	- 53,1	- 21,2	- 44,1	- 29,3
<b>3 - Revenus secondaires</b>	<b>239,5</b>	<b>270,1</b>	<b>368,4</b>	<b>359,4</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>132,1</b>	<b>142,4</b>	<b>219,2</b>	<b>203,7</b>
<i>dont aides budgétaires</i>	117,9	125,7	193,1	177,6
<b>Autres secteurs</b>	<b>107,4</b>	<b>127,6</b>	<b>149,3</b>	<b>155,6</b>
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	107,0	112,1	124,5	126,3
<b>b - Compte de capital</b>	<b>237,0</b>	<b>346,6</b>	<b>370,5</b>	<b>426,7</b>
<b>c - Compte financier</b>	<b>- 373,0</b>	<b>- 446,3</b>	<b>- 873,2</b>	<b>- 589,7</b>
Investissements directs	- 179,8	- 237,4	- 401,4	- 195,5
Investissements de portefeuille	- 31,0	- 79,3	- 155,7	- 45,5
Autres investissements	- 162,2	- 129,7	- 316,1	- 348,7
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>24,0</b>
<b>d - Erreurs et omissions nettes</b>	<b>- 4,9</b>	<b>- 4,2</b>	<b>- 4,5</b>	<b>0,0</b>
<b>e - Solde global (a + b - c + d)</b>	<b>- 135,0</b>	<b>- 113,9</b>	<b>317,9</b>	<b>- 81,5</b>
<b>Taux de couverture <sup>a)</sup></b>	<b>48,8</b>	<b>43,0</b>	<b>40,8</b>	<b>34,6</b>
<b>Solde courant (en % du PIB)</b>	<b>- 11,4</b>	<b>- 12,6</b>	<b>- 12,1</b>	<b>- 13,8</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>- 2,1</b>	<b>- 1,6</b>	<b>4,2</b>	<b>- 1,0</b>

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « Transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « Autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménage, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

## Niger – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
Court terme	426	581	547	662
Moyen terme	358	202	322	353
Long terme	37	26	45	42
<b>Total</b>	<b>821</b>	<b>809</b>	<b>914</b>	<b>1 057</b>

Source : BCEAO.

## Niger – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif	2018	2019	2020	Passif	2018	2019	2020
Opérations de trésorerie et interbancaires	264	298	269	Opérations de trésorerie et interbancaires	455	456	466
Opérations avec la clientèle	878	997	1 120	Opérations avec la clientèle	948	1 086	1 251
Opérations sur titres et diverses	440	431	514	Opérations sur titres et divers	71	71	61
Valeurs immobilisées	87	108	113	Provisions, fonds propres et assimilés	199	222	239
<b>Total</b>	<b>1 673</b>	<b>1 835</b>	<b>2 017</b>	<b>Total</b>	<b>1 673</b>	<b>1 835</b>	<b>2 017</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Niger – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
<b>Coefficient net d'exploitation</b> (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	<b>69,4</b>	<b>68,9</b>	<b>68,9</b>
<b>Coefficient de rentabilité</b> (résultat net / fonds propres)	<b>11,3</b>	<b>9,4</b>	<b>10,0</b>
<b>Taux de marge nette</b> (résultat net / produit net bancaire)	<b>20,6</b>	<b>16,8</b>	<b>17,8</b>
<b>Taux brut de créances en souffrance</b> (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	<b>17,3</b>	<b>15,7</b>	<b>12,2</b>
<b>Taux net de créances en souffrance</b> (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	<b>7,9</b>	<b>7,7</b>	<b>5,0</b>
<b>Taux de provisionnement</b> (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	<b>59,1</b>	<b>55,1</b>	<b>62,4</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Niger – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020
<b>1. Produits bancaires</b>	<b>152</b>	<b>169</b>	<b>178</b>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	3	5	3
Produits sur opérations avec la clientèle	98	108	114
Produits sur opérations sur titres et diverses	20	27	27
Produits sur opérations de change	20	19	19
Produits sur opérations hors bilan	7	7	8
Produits sur prestations de services financiers	2	4	4
Autres produits d'exploitation bancaire	3	3	3
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	0	4	0
<b>2. Charges bancaires</b>	<b>46</b>	<b>45</b>	<b>45</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	19	19	18
Charges sur opérations avec la clientèle	14	12	18
Charges sur opérations sur titres et diverses	0	0	0
Charges sur fonds propres et assimilés	0	0	0
Charges sur opération de change	10	9	5
Charges sur opérations hors bilan	0	0	0
Charges sur prestations de services financiers	1	1	1
Autres charges d'exploitation bancaire	1	3	2
<b>3. Produit net bancaire (1 - 2)</b>	<b>106</b>	<b>124</b>	<b>133</b>
4. Produits accessoires nets	0	0	1
<b>5. Produit global d'exploitation (3 + 4)</b>	<b>107</b>	<b>125</b>	<b>134</b>
6. Frais généraux	68	78	82
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	2	8	9
<b>8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)</b>	<b>37</b>	<b>39</b>	<b>42</b>
9. Dépréciation nette sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	11	14	15
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	0	0	0
<b>11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)</b>	<b>26</b>	<b>25</b>	<b>28</b>
12. Résultat exceptionnel net	0	1	1
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôts sur les bénéfices	4	5	5
<b>15. Résultat (11 + 12 + 13 - 14)</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>24</b>

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Niger – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
<b>Ratio de couverture des risques</b> (solvabilité)	<b>14,5</b>	<b>17,1</b>	<b>15,6</b>
<b>Rapport de liquidité</b>	<b>107,8</b>	<b>93,1</b>	<b>101,0</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Niger – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2018	2019	2020
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base <i>Tier 1</i> (FPB (T1))	91	100	77
Ratio de fonds propres ( <i>Common Equity Tier 1</i> ) ( $\geq 5,625$ %)	100	100	85
Ratio de fonds propres de base (T1) ( $\geq 6,625$ %)	91	92	85
Ratio de solvabilité global ( $\geq 8,625$ %)	100	100	77
Norme de division des risques ( $\leq 65$ %)	82	67	62
Ratio de levier ( $\geq 3$ %)	82	75	77
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	100	92	77
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales ( $\leq 15$ % FPB (T1))	100	100	92
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs (FPE))	100	100	92
Limite sur les immobilisations hors exploitation ( $< 15$ % FPB (T1))	64	67	54
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations ( $< 100$ % FPB (T1))	100	92	92
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel ( $< 20$ % FPE)	100	92	85
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables ( $\geq 50$ %)	73	75	69
Coefficient de liquidité ( $\geq 50$ %)	73	75	62

Source : Commission bancaire de l'UMOA.